



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1994/381
4 avril 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 4 AVRIL 1994, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte des réponses données le 31 mars 1994 par un porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée aux questions posées par l'Agence centrale de presse coréenne.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) PAK Gil Yon

ANNEXE

Réponses données le 31 mars 1994 par un porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée à des questions posées par l'Agence centrale de presse coréenne

Question : Les États-Unis d'Amérique justifient maintenant leur campagne de pression sur la République populaire démocratique de Corée en prétendant que la République populaire démocratique de Corée n'avait pas autorisé une inspection complète par l'Agence internationale de l'énergie atomique. Veuillez me faire connaître en détail la vérité sur cette affaire.

Réponse : Les États-Unis prétendent que la République populaire démocratique de Corée doit accepter une inspection complète de l'AIEA, sous prétexte que la récente inspection de ses installations nucléaires n'était pas satisfaisante, ce qui est contraire à la réalité.

Ayant suspendu la mise à exécution de notre retrait au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, nous nous trouvons dans une situation exceptionnelle. Nous ne sommes donc pas tenus d'accepter une inspection complète par l'AIEA, en vertu de l'Accord sur les garanties. Qui plus est, nous n'avons jamais été d'accord sur ce point avec les États-Unis et l'AIEA.

Nous n'avons accepté une inspection que par souci de la continuité des garanties. Lorsque l'ampleur de l'inspection de l'AIEA a été définie lors de contacts entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis à New York, fin décembre 1993, les parties ont promis qu'il s'agirait d'une inspection strictement limitée, en vue de la continuité des garanties et non d'une inspection régulière ou d'une inspection spéciale conformément à l'Accord sur les garanties.

À cette époque, pour sauver la face, les États-Unis avaient demandé à la République populaire démocratique de Corée de ne pas annoncer qu'il s'agirait d'une inspection limitée et, lors des contacts qui ont eu lieu à New York en février, ils ont précisé que si l'AIEA procédait à une inspection, ils participeraient à la troisième série de négociations avec la République populaire démocratique de Corée, quels que soient les résultats de cette inspection.

Après avoir promis une inspection limitée et demandé à la République populaire démocratique de Corée de ne pas en informer l'opinion publique, et après avoir dit qu'ils auraient des entretiens avec la République populaire démocratique de Corée quels que soient les résultats de cette inspection, les États-Unis demandent maintenant à la République populaire démocratique de Corée d'accepter une autre inspection en prétendant qu'elle avait refusé d'accepter une inspection complète par l'AIEA, conformément à l'Accord sur les garanties. Il y a là une contradiction. Ceci montre à quel point on ne peut pas faire confiance aux États-Unis.

Question : Que recherchent véritablement les États-Unis en revenant sur les conclusions acceptées par la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis et en faisant pression sur la République populaire démocratique de Corée?

Réponse : Je pense qu'ils sont guidés par leur politique habituelle d'hostilité à l'égard de la République populaire démocratique de Corée, laquelle s'était honnêtement acquittée de ses obligations en vertu des conclusions convenues à New York entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis.

Les États-Unis, pour leur part, ont fait de fausses promesses et n'ont rien fait en réalité. Ils ont néanmoins recours à des pressions sur la République populaire démocratique de Corée et à la menace de guerre, prétendant que la République populaire démocratique de Corée n'a pas respecté l'Accord.

Comment peut-on interpréter les faits différemment? Ainsi que nous l'avons déclaré plus d'une fois, si la troisième série de négociations entre la République populaire démocratique de Corée et des États-Unis avait eu lieu et si la question nucléaire avait été réglée dans le cadre d'une solution globale, l'AIEA aurait repris ses inspections régulières et ses inspections spéciales en République populaire démocratique de Corée et l'échange d'envoyés spéciaux entre le Nord et le Sud aurait été possible. Or, en imposant des conditions préalables injustifiables, les États-Unis font délibérément échec à cette troisième série de négociations, qui permettrait de résoudre la question nucléaire. Ceci montre clairement que les États-Unis n'ont nullement l'intention de résoudre la question nucléaire par la négociation et qu'ils n'utilisent les négociations que pour étouffer la République populaire démocratique de Corée et promouvoir leurs intérêts stratégiques dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Question : Maintenant que nous avons eu une inspection suffisante pour la continuité des garanties, ainsi que nous en avons convenu avec l'AIEA, rien n'autorise ou ne justifie que le Conseil de sécurité des Nations Unies à examiner cette affaire, n'est-ce pas?

Réponse : Bien sûr que non. La poursuite des débats sur cette question au Conseil de sécurité des Nations Unies ne fait que créer l'impression que l'Organisation internationale recherche les faveurs d'un pays. Peut-être est-ce un cas type d'utilisation des organisations internationales au service des buts égoïstes des États-Unis.

Après avoir procédé à une inspection suffisante pour la continuité des garanties, le secrétariat de l'AIEA s'est hâtée d'adopter une "résolution" qui déforme les résultats de l'inspection, et maintenant le Conseil de sécurité des Nations Unies examine cette question. Par toutes ces manoeuvres secrètes, les forces menées par les États-Unis cherchent à étouffer la République populaire démocratique de Corée.

En suivant les États-Unis, le Conseil de sécurité des Nations Unies compromettrait sérieusement l'autorité de l'Organisation internationale, dont l'impartialité est la raison d'être.

Si le Conseil de sécurité des Nations Unies veut réellement s'acquitter de sa mission, ce n'est pas de la République populaire démocratique de Corée – la victime – qu'il doit discuter mais des actes des États-Unis – l'agresseur –, c'est sur eux qu'il doit faire pression. Si le Conseil de sécurité des Nations Unies renonce au principe de l'impartialité pour défendre les États-Unis, l'agresseur, parce que c'est une grande puissance et qu'il exerce des pressions injustifiées sur la victime parce que c'est un petit pays, les petits pays ne feront plus confiance à l'ONU.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies ne doit pas servir de cadre à des pressions injustifiées sur la République populaire démocratique de Corée sur la question nucléaire.

Question : Quelles sont, à votre avis, les mesures nécessaires pour ouvrir la voie à une solution de la question nucléaire?

Réponse : Avant tout, il faut que les États-Unis renoncent à leur politique hostile à l'égard de la Corée. Puisque la question nucléaire sur la péninsule de Corée est le résultat de la politique menée par les États-Unis pour étouffer notre système, ainsi que je l'ai déjà dit, elle ne sera résolue que si les États-Unis commencent par faire le nécessaire pour éliminer la menace nucléaire qui pèse sur nous et pour mettre un terme à leur politique hostile.

Aujourd'hui encore, alors que la nature des mesures dirigées contre la République populaire démocratique de Corée a été mise en lumière, les États-Unis font pression sur nous, réclamant une "résolution" de l'ONU, etc. Ceci est totalement injustifiable.

Les autorités sud-coréennes doivent réfléchir aux conséquences de leur comportement malavisé et irréfléchi. Les États-Unis doivent sincèrement appliquer les conclusions convenues lors des contacts avec nous.

En réclamant une inspection complète de l'AIEA en République populaire démocratique de Corée et l'échange d'envoyés spéciaux entre le nord et le sud sans respecter leurs propres engagements, les États-Unis vont des conclusions convenues entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis et bafouent notre souveraineté.

Les pressions ne sauraient être un moyen de résoudre le problème, elles ne font que compliquer la situation. Il est absurde de nous demander d'accepter une nouvelle inspection puisque nous avons déjà accepté, en toute bonne foi, une inspection suffisante pour la continuité des garanties, conformément à l'accord conclu avec les États-Unis et l'AIEA.

Si les États-Unis continuent de faire mauvais usage de nos efforts sincères pour résoudre la question nucléaire, nous ne compterons plus sur les négociations entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis et nous résisterons à toute pression en ce sens.

Toutefois, si les États-Unis mettent fin à la campagne internationale de pressions contre la République populaire démocratique de Corée et jettent de

nouvelles bases pour les négociations entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis, nous ne serions pas opposés à une solution négociée de la question.

Nous cherchons systématiquement à résoudre la question nucléaire par le dialogue.

La suite des événements et une solution pacifique à la question nucléaire dépendent entièrement de l'attitude des États-Unis.
